

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 18 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THEOLAU PEINTURES

13 chemin de la chasse - BP 310

ZI En Jacca

31770 Colomiers

Références : CD/2023/591

Code AIOT : 0006803773

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2023 dans l'établissement THEOLAU PEINTURES implanté 13 chemin de la chasse - BP 310 ZI En Jacca 31770 Colomiers. L'inspection a été annoncée le 22/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une action nationale qui s'inscrit dans la suite de l'accident survenu en 2019 à Rouen et ayant impliqué les sites exploités par les sociétés Lubrizol et Normandie Logistique.

À la suite de cet accident, le ministère en charge de l'environnement a établi un plan d'actions dit "post-Lubrizol". Dans le cadre de la mise en œuvre de celui-ci, un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021. Celles-ci portent en particulier sur les installations de stockages de liquides inflammables avec :

- la création de l'arrêté ministériel [AM] du 24 septembre 2020 relatifs au stockage en récipients

mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation,

- la modification des AM du 03 octobre 2010 (réservoirs aériens de liquides inflammables exploités au sein d'installations soumises autorisation), du 1er juin 2015 (installations de liquides inflammables 4331 et 4734 soumises à enregistrement) et du 22 août 2012 (installations de liquides inflammables soumises à déclaration).

L'action nationale a pour objectif de vérifier la situation administrative de certains sites à autorisation et déclaration au regard des évolutions récentes (champ d'application des AM, évolution de la nomenclature), et de contrôler la bonne mise en œuvre des premières échéances réglementaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THEOLAU PEINTURES
- 13 chemin de la chasse - BP 310 ZI En Jacca 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006803773
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THEOLAU PEINTURES exploite, à Colomiers, une usine de fabrication de peintures.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : bâtiments A à D, parc à fûts, stockages en réservoirs aériens fixes, stockages divers en extérieur (déchets, palettes en bois, IBC vides,...).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale relative au post-accident de Rouen dit « post-Lubrizol » et portant sur les liquides inflammables – site à autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	État des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 4331	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Lettre de suite	2 mois
6	Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 4734	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Lettre de suite	2 mois
7	Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 1436	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Lettre de suite	2 mois
8	Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubriques n°47XX autres	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Lettre de suite	2 mois
9	Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-I.2	/	Lettre de suite	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des matières stockées – Dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
3	État des matières stockées - Mise à jour	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	/	Sans objet
4	Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 4330	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
10	Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-I.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Préalablement à la visite, le site exploité par la société THEOLAU PEINTURES à Colomiers n'était pas répertorié par l'inspection comme relevant des périmètres d'application des arrêtés ministériels des 03 octobre 2010 et 24 septembre 2020 modifiés.

La visite d'inspection du 07 juillet 2023 n'a pas remis en cause ce point.

Lors de la visite, il a été constaté 6 faits avec suites et 4 faits sans suites.

Les faits avec suites constatés concernent :

- l'état des matières stockées qui nécessite d'être complété ;
- la situation administrative de certaines installations qui nécessite d'être mieux justifiée.

Ces faits ont donné lieu à une lettre de suite de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, État des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de

l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats : Selon l'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement du site, l'établissement ne relève pas du statut Seveso et il n'est pas soumis à autorisation au titre de l'une des rubriques n° 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature ICPE.

Les constats faits lors de la visite d'inspection du 07 juillet 2023, objet du présent rapport, n'ont pas conduit à remettre en cause ces classements.

Les dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié ne sont donc pas opposables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des matières stockées - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, État des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis, à l'inspection, un inventaire des stocks pour son site de Colomiers. Lors de la visite, l'exploitant a précisé : <ul style="list-style-type: none">- que cet état des stocks est établi hebdomadairement sur la base d'un inventaire physique ;- qu'il dispose également d'un suivi du nombre de palettes en bois présentes sur le site. Une extraction du nombre de palettes a été réalisée lors de la visite ;- qu'il dispose d'un suivi informatique en continu des produits stockés. L'inspection note, toutefois, que ce suivi ne permet pas d'extraire la quantité de produits par catégorie de dangerosité (inflammables, corrosifs,...) ;- que les peintures produites figurent dans l'inventaire du site THEOLAU de Noyelle-Lès-Seclin. Au vu de l'inventaire des stocks, transmis préalablement à la visite par l'exploitant, et des constats visuels réalisés lors de la visite, l'inspection constate que cet inventaire nécessite d'être complété, car l'exploitant n'a inventorié que les matières premières de mention de dangers H226, les déchets de boues de peintures solvantées et de solvants souillés catégorisés inflammables [HP3], les solvants régénérés de mention de dangers H226. Il manque notamment : <ul style="list-style-type: none">- les autres matières premières, dont certaines sont classées dangereuses (rubriques n° 1436 et 4XXX de la nomenclature ICPE) ;- les peintures produites, dont certaines comportent la mention de danger H226 (inflammables) ou présentent un point éclair compris entre 60 et 93°C ;- les produits de négoce stockés dans le magasin des produits finis. L'inspection a constaté que certains de ces produits sont classés dangereux (mentions de dangers H411 pouvant classer ces produits selon la rubrique n° 4511 de la nomenclature ICPE) ;- des matières combustibles, telles que, notamment, les stockages de palettes en bois, les divers stockages d'emballages vides en plastique, les stockages de déchets (chiffons souillés étiquetés inflammables).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : État des matières stockées - Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2023, État des matières stockées – réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Au regard des éléments présentés par l'exploitant (fiches de données sécurité) et des constats visuels réalisés par l'inspection (étiquetage des produits, volumes stockés), à l'issue de la visite, objet du présent rapport, le site n'est pas identifié comme relevant du périmètre d'application de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié. Les dispositions de cet arrêté ministériel ne sont donc pas opposables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 4330

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif – conformité rubrique n° 4330
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique n° 4330 Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t : A 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t : DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.
Constats : L'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement du site ne vise pas d'installations relevant de la rubrique n° 4330 de la nomenclature ICPE. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué : - qu'il n'y a pas sur le site de liquides inflammables de catégorie 1. L'inspection n'a pas constaté la présence, sur le site, de produits de mention de dangers H224 ; - avoir vérifié l'absence de liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition ; - avoir vérifié l'absence de liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée. À l'appui de ses propos, l'exploitant a présenté : - un ordre de fabrication de peintures précisant la température maximale pouvant être atteinte ; - la fiche de données sécurité d'un des solvants utilisés sur le site. Le point d'ébullition de ce solvant est supérieur à la température maximale fixée par l'exploitant pour ses productions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 4331

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rubrique n° 4331
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique n° 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t : A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t : E 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t : DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.
Constats : L'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement du site vise des installations relevant de la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE. La quantité maximale autorisée associée à cette rubrique, fixée par l'arrêté préfectoral, est proche du seuil de déclaration (50 tonnes) en étant inférieure à celui-ci. Des éléments présentés par l'exploitant (fiches de données sécurité) et des constats visuels réalisés par l'inspection lors de la visite (étiquetage, volumes stockés), il ressort la conclusion suivante : Les installations pouvant relever de la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE, identifiées lors de la visite, sont celles associées aux produits suivants : - un des solvants stockés sur le site. Selon l'exploitant, ce solvant n'est pas utilisé ; - les solvants régénérés utilisés pour le nettoyage des installations ; - les solvants souillés ; - une des peintures fabriquées sur le site. Lors de la visite, l'inspection a constaté que : - la quantité totale des produits pouvant relever de la rubrique n° 4331 présents sur le site était de l'ordre de 30 tonnes, ce qui est inférieur au seuil de déclaration pour la rubrique n° 4331 ; - l'exploitant ne dispose pas d'un outil lui permettant de s'assurer que la quantité totale de produits relevant de la rubrique n° 4331 est en permanence inférieure au seuil de déclaration de cette rubrique. L'exploitant n'a donc pas été en mesure de justifier à l'inspection la régularité, en permanence, de sa situation administrative vis-à-vis de cette rubrique. L'exploitant doit être en mesure de justifier de la quantité totale de produits relevant de la rubrique n° 4331 présente au sein de l'ensemble de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif conformité rubrique n° 4734
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique n° 4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t : A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t : E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total : DC</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t : A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total : E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total : DC</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t.</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.</p>
<p>Constats : L'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement du site ne vise pas d'installations relevant de la rubrique n° 4734 de la nomenclature ICPE.</p> <p>Selon l'exploitant, le site ne comporte pas d'installations utilisant du fioul ou du gazole (les chariots élévateurs sont électriques, la chaudière utilise du gaz naturel comme combustible). Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence, sur le site, de stockages de fioul, de gazole ou d'essences (contrôle visuel par sondage).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a noté que pour la fabrication des peintures, l'exploitant utilise des solvants dont certains peuvent être dérivés de procédés de raffinage pétrolier.</p> <p>Or, le guide de lecture des textes relatifs aux liquides inflammables (Partie A - Périmètre d'application de la réglementation) précise :</p> <p><i>"Concernant les solvants pétroliers issus d'une des coupes d'un produit pétrolier, ces liquides peuvent être regroupés en 3 principales catégories :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>le white spirit, correspondant à la partie la plus lourde de la coupe naphthas, relève de la rubrique 4734 ;</i> - <i>les essences A à H, correspondant à la partie la plus légère de la coupe naphthas, relèvent de la rubrique 4734 (A à H correspondant à des températures de distillation différentes de 30 à 210°C) ;</i> - <i>le pétrole lampant, correspondant à la coupe kérosènes, relève de la rubrique 4734.</i> <p><i>Enfin, ci-dessous quelques exemples de solvants qui ne sont pas issus directement d'une coupe de produit pétrolier spécifique :</i></p> <p><i>les solvants naphta aromatiques légers (appelés également « solvants naphta ») et les solvants naphta</i></p>

aromatiques lourds (appelés également « solvants aromatiques »), selon la fiche toxicologique n°106 de l'INRS, sont des mélanges d'hydrocarbures dont la composition chimique dépend de la nature des pétroles bruts dont ils dérivent et des procédés de raffinage qu'ils ont subis. Leurs principaux constituants (représentant plus de 50 % et même fréquemment plus de 90 % du solvant) sont des hydrocarbures aromatiques dont le nombre de carbones se situe dans la gamme C8 – C20 (notamment les composés aromatiques de la famille des alkylbenzènes). Ils ne sont pas assimilables à une coupe naphtas et relèvent de la rubrique 4331, sauf s'ils présentent un risque pour le milieu aquatique auquel cas ils relèvent de la rubriques 4510 ou 4511."

Aussi, l'exploitant vérifiera le positionnement des solvants utilisés sur son site, vis-à-vis de la rubrique n° 4734 de la nomenclature ICPE, au regard des dispositions du guide précité. Il transmettra à l'inspection les conclusions de son analyse.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 1436

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rubrique n° 1436
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique n° 1436 liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t : A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t : DC
Constats : L'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement du site vise des installations relevant de la rubrique n° 1436 de la nomenclature ICPE. Ces installations relèvent du régime de la déclaration. Lors de la visite, l'inspection a constaté que : - certains des solvants utilisés comme matières premières présentent un point éclair compris entre 60 °C et 93 °C ; de même que certaines des peintures produites ; - l'exploitant ne dispose pas d'un outil lui permettant de s'assurer que la quantité totale de produits relevant de la rubrique n° 1436 est en permanence inférieure à la capacité maximale de 260 tonnes fixées par l'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement du site. L'exploitant n'a donc pas été en mesure de justifier à l'inspection la régularité de sa situation administrative vis-à-vis de cette rubrique. Par ailleurs, l'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur le fait qu'un produit classé selon la rubrique n° 4510/4511 peut également être classé selon la rubrique n° 1436 en fonction de son point éclair (double classement possible pour ces rubriques). L'exploitant doit être en mesure de justifier de la quantité totale de produits relevant de la rubrique n° 1436 présente au sein de l'ensemble de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubriques n°47XX autres

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rub. nommément désignées 47xx
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Autres rubriques nommément désignées n° 4722, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748
Constats : L'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement du site ne vise pas d'installations relevant des rubriques n° 4722, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature ICPE. Lors de la visite : <ul style="list-style-type: none">- l'inspection n'a pas constaté (contrôle par sondage) la présence de tels produits ;- l'inspection a demandé à l'exploitant de vérifier l'absence, sur son site, de produits relevant de ces rubriques. L'exploitant transmettra à l'inspection les conclusions de sa vérification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application des AM LI - Seuil 1000T de LI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : Des éléments présentés par l'exploitant (fiches de données sécurité) et des constats visuels réalisés par l'inspection (étiquetage des produits, volumes stockés) lors de la visite, il ressort les conclusions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• il n'a pas été identifié de produits liquides comportant les mentions de dangers H224 ou H225 mis en œuvre ou stockés sur le site ;• les produits liquides comportant la mention de danger H226 ou catégorisés HP3 présents sur le site sont les suivants :<ul style="list-style-type: none">- l'un des solvants, classable selon la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE, stocké en container fusible (container plastique disposé dans un container métallique) ;- l'un des solvants, classable selon la rubrique n° 4511, stocké en réservoir aérien fixe ainsi que dans un container mobile fusible (IBC) et dans quelques pots de 15 litres ;- les solvants régénérés, stockés en containers mobiles fusibles (IBC) ;- l'une des peintures produites sur le site, classable selon la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE, conditionnée en pots métalliques ;

- les déchets de solvants souillés, stockés en containers mobiles fusibles.

L'inspection a, par ailleurs, noté que quelques produits de négoce sont entreposés dans le magasin des produits finis. Ces produits peuvent comporter des mentions de dangers. Mais, l'exploitant ne dispose pas d'un outil lui permettant de s'assurer que ces produits de négoce n'impactent pas le classement ICPE de son site. Toutefois, s'agissant du caractère inflammable de ces produits, lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de mention de dangers H224/225/226 indiquée sur les étiquetages (mention de dangers H411 indiquée sur l'étiquetage de certains de ces produits, constatée lors de la visite).

Au regard des éléments présentés par l'exploitant (fiches de données sécurité) et des constats visuels réalisés (étiquetage des produits, volumes de stockage), la quantité totale de substances ou de mélanges dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3, identifiés lors de la visite est d'un peu moins de 40 tonnes.

À l'issue de la visite, le site n'est donc pas identifié comme relevant du périmètre d'application de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié. Néanmoins, l'exploitant ne dispose pas d'un outil lui permettant de s'assurer de la quantité totale de substances ou de mélanges dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3, présente au sein de l'ensemble de ses installations.

L'exploitant doit être en mesure de justifier de cette quantité totale. Les éléments de justification doivent intégrer les produits de négoce.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM du 24/09/20 - Seuil 100T de LI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 1 000 tonnes : cf. point de contrôle n° 9. • Seuil de 100 tonnes : Les produits liquides comportant la mention de danger H226 ou catégorisés HP3, stockés en containers fusibles, identifiés lors de la visite sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> - l'un des solvants, classable selon la rubrique n° 4331 et stocké en container mobile plastique disposé dans un récipient métallique équipé, en partie inférieure, d'un dispositif de soutirage composé d'éléments en plastique. Compte tenu de la présence des éléments de soutirage en plastique en partie inférieure, le container de stockage est considéré comme fusible ; - l'un des solvants, classable selon la rubrique n° 4511, stocké dans un container mobile fusible (IBC) et dans quelques pots de 15 litres ; - les solvants régénérés, stockés en containers mobiles fusibles (IBC) ; - l'une des peintures produites sur le site conditionnée en pots métalliques ; - les déchets de solvants souillés, stockés en containers mobiles fusibles. La quantité totale des produits liquides identifiés comme comportant des mentions de dangers H226 et stockés en containers mobiles constatés lors de la visite, était inférieure à 30 tonnes. <p>À l'issue de la visite, le site n'est pas identifié comme relevant du périmètre d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet